

Congrès académique de Clermont

Texte action

Le premier tour des élections présidentielles voit une nouvelle fois la qualification de l'extrême droite au second tour avec une candidate qui arrive en tête dans de nombreux départements et qui augmente encore son nombre de voix par rapport à 2017. Le total des voix pour le RN et pour le parti « reconquête » qui appelle sans surprise à voter pour Marine Le Pen dépasse aujourd'hui les 30 %.

Pour le SNES-FSU Clermont, pas une voix ne doit se porter sur l'extrême droite qui reste un vrai danger pour la démocratie malgré une stratégie de dissimulation du RN qui s'est présenté au cours de ces élections comme un « parti respectable » portant un programme faussement social et récupérant opportunément, les thématiques sociales (retraite, allocation aux adultes handicapé-es, minimum vieillesse, pouvoir d'achat, « défense » des services publics) afin de capter des voix de salarié-es frappé-es par les politiques néolibérales et des choix austéritaires qui se succèdent depuis des années.

Le candidat du Parti « Reconquête » obtient moins de suffrages que prévu au final mais, profondément misogyne, ses discours induisent un potentiel danger pour les droits des femmes. Obsédé par sa haine des immigré-es et des musulman-es, il essaie de détourner la colère populaire en créant des boucs-émissaires, fantasmant un monde qui n'a jamais existé où les seules différences seraient la couleur de peau ou la religion.

Les idées de haine et d'exclusion ne sont malheureusement plus le monopole de ces deux partis d'extrême droite, elles se sont largement diffusées dans la société, les droites tentant de rabattre une partie de l'électorat potentiel de l'extrême droite.

Emmanuel Macron porte une très lourde responsabilité dans la montée des extrêmes droites par les politiques néolibérales répressives et antisociales qu'il a menées pendant 5 ans et qui ont profondément fracturé la société.

Son programme de casse sociale pour le quinquennat à venir, s'il est appliqué, finira de détruire notre modèle social, de laminer les services publics, de mettre en pièces notre système éducatif, creusant encore davantage les inégalités : augmentation de l'âge de départ à la retraite, durcissement des conditions de versement du RSA, renforcement de l'autonomie des établissements, recrutements par les chefs d'établissement, hiérarchies intermédiaires, casse des statuts, suppression du CAPES, salaire au mérite, tri social, orientation précoce des élèves, menaces sur les LV2, apprentissage, etc.

Face à ces graves dangers qui nous menacent, le SNES et la FSU se mettent en ordre de bataille dès maintenant pour organiser la riposte sociale qui doit être à la hauteur en cherchant l'unité la plus large possible. Plus que jamais il nous faut imposer une autre vision du monde et de la société, un autre projet pour l'École.

Le SNES-FSU Clermont se joint aux associations pour défendre la protection des élèves en situation irrégulière et dénoncer leur arrestation suivie d'OQTF et d'IRTF. Le congrès académique du SNES-FSU exige la régularisation de l'élève Ali Konaté scolarisé au lycée Pierre-Joël Bonté à Riom qui est sous le coup d'une obligation de quitter le territoire français ainsi que tous les autres élèves qui se trouvent dans une situation similaire.

Le SNES-FSU condamne l'évacuation des universités occupées par les étudiant-es ainsi que la fermeture des universités par la mise en place immédiate du distanciel pour briser le mouvement étudiant. Une réaction rapide contre cette répression doit être organisée dans l'unité la plus large possible.

Le congrès académique du SNES-FSU Clermont appelle :

- à faire du 1^{er} mai un temps fort de mobilisation des salarié-es du privé, des agent-es de la Fonction publique, des précaires et des retraité-es en faveur d'une revalorisation générale et immédiate des salaires et des pensions ainsi qu'une amélioration des conditions de travail.
- à poursuivre et renforcer la lutte contre la précarité dans l'éducation nationale. Il faut notamment un plan de titularisation des contractuels, la création d'un statut pour les AESH, de réelles perspectives pour les AED et, dans l'immédiat, une meilleure prise en charge des frais de déplacements afin de tenir compte de l'augmentation des prix des carburants. Il est par ailleurs indispensable de préparer et de réussir la journée d'action nationale contre la précarité organisée à la FSU le 25 mai 2022 à Paris pour dénoncer l'accroissement de la précarité dans la Fonction publique due en partie à la Loi de Transformation de la Fonction publique.
- à agir en amont des élections législatives pour que les politiques néolibérales visant notamment à réduire les services publics ou à les détruire, et plus encore les projets d'extrême droite, soient battus. Il s'agira notamment d'interpeller les candidat-es et de peser pour imposer les revendications du SNES-FSU sur la base de son manifeste pour le second degré.
- à poursuivre les mobilisations en faveur d'une revalorisation sans contreparties des salaires et des pensions pour toutes et tous et du dégel du point d'indice.
- à continuer de peser pour obtenir l'abandon de toutes les réformes régressives dans l'Education nationale, en particulier la réforme Blanquer du bac et des lycées, et l'arrêt des suppressions de postes. Il faut un plan d'urgence pour l'Ecole et un plan pluriannuel de recrutements.
- à continuer de s'opposer à toute nouvelle tentative de décentralisation de l'orientation scolaire, au transfert des personnels et à la loi 3DS qui pourrait permettre ce transfert à titre expérimental. Le SNES-FSU demande l'abrogation de la loi 3DS.
- à agir encore davantage en faveur de l'égalité professionnelle et contre les violences sexistes et sexuelles. Le SNES-FSU Clermont, à l'offensive pour défendre les droits des femmes, a pesé sur la déclinaison académique du Plan national d'action faisant de nombreuses propositions et interventions en CHSCTA et en CTA et accélérant la désignation d'un référent VSS.
- à poursuivre la mobilisation pour la paix et dans les actions de solidarité à l'égard du peuple ukrainien et de tous les peuples victimes des politiques guerrières. Cela passe notamment par un accueil digne et à la hauteur des besoins pour tous les élèves concernés, ce qui implique de renoncer dès à présent aux suppressions de postes prévues et d'ouvrir des UPE2A en les dotant de moyens pérennes. Le SNES-FSU apporte son soutien à la manifestation nationale du 23 avril 2022 et appelle à y participer.
- à poursuivre le combat contre les idées d'extrême droite en privilégiant un cadre national et en continuant de prendre part aux campagnes de VISA.
- à poursuivre et amplifier les mobilisations citoyennes pour le climat et pour une société plus juste, écologique, solidaire et démocratique, ce qui passe notamment par une autre répartition des richesses, d'autres modèles de production et d'échanges et l'arrêt du démantèlement des services publics.
- à se mettre en ordre de bataille pour mener activement la campagne des élections professionnelles de 2022 afin de sortir renforcé avec la FSU de ces élections.

Pour : 22 Contre : 3 Abst : 0 NPPV : 0